



## **Contre l'escalade guerrière israélienne**

### **SOUTENUE PAR LES GRANDES PUISSANCES**

***Israël étend sa guerre au Moyen-Orient : après la destruction de Gaza, le bombardement et l'invasion du Liban, des dizaines de milliers de morts, de blessés et des centaines de milliers de déplacés, il a attaqué des bases militaires en Iran, sous prétexte de riposter après les tirs de missiles iraniens. La politique belliqueuse de Netanyahou menace d'embraser toute la région.***

#### **Les guerres de Netanyahou et leurs cibles**

L'État d'Israël prétend se défendre contre ce qu'il considère comme une menace : le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais ou la dictature des mollahs en Iran. Pourtant, il s'est bien souvent accommodé de ceux qu'il désigne aujourd'hui comme des ennemis. Les gouvernements israéliens successifs ont au départ soutenu le Hamas pour diviser les Palestiniens et l'ont ensuite laissé régner sur les Gazaouis enfermés. Ils se sont satisfaits que le Hezbollah réprime la contestation populaire au Liban en 2019, et n'ont pas bougé quand le régime iranien écrasait le peuple qui se révoltait en 2022 contre l'oppression des femmes et la misère.

La coalition d'extrême droite de Netanyahou entretient l'état de guerre pour ses propres intérêts et pousse son projet colonialiste de Grand Israël, c'est-à-dire l'annexion de nouveaux territoires en expulsant les populations arabes qui y vivent. Les victimes des guerres de l'État d'Israël sont d'abord les populations pauvres de Gaza ravagée, de la Cisjordanie occupée et du Liban.

Ce terrorisme d'État israélien est une vaste opération de « nettoyage ethnique », avec la technologie militaire moderne : les bombardements massifs, l'occupation militaire, l'exil forcé et interminable de près de deux millions de Gazaouis qui n'ont pas la possibilité de sortir de leur territoire exigu, le ciblage des hôpitaux et des écoles transformées en abris, la famine provoquée par le

blocage israélien de l'aide humanitaire et du ravitaillement. Les quelque 45 000 morts et 100 000 blessés de Gaza ne sont pas des cibles militaires. Et que dire des Libanais qui voient leur immeuble ou leur quartier réduit en cendres par l'aviation israélienne ?

#### **L'hypocrisie des grandes puissances**

Les guerres de Netanyahou ne sont possibles que par le soutien des grandes puissances, États-Unis en tête. Ils ne l'ont sans doute pas décidée, mais laissent faire, car l'administration américaine a besoin d'Israël comme d'un allié solide dans cette région stratégique. Et aujourd'hui Biden comme Trump espèrent peut-être tirer profit de l'affaiblissement de l'Iran pour renforcer leur domination sur le Moyen-Orient.

Le président américain et les dirigeants européens critiquent à demi-mot Netanyahou pour les massacres à Gaza et le risque de déstabilisation de la région – et de leurs intérêts. Pourtant ils ne font rien pour stopper Netanyahou, à commencer par cesser de fournir des équipements militaires à l'État d'Israël.

Macron joue au petit parrain colonial du Liban et parle de reconstruire ce que l'armée israélienne aura détruit, pour défendre l'influence française. Les grandes puissances impérialistes ne défendent que leurs positions économiques et stratégiques. Tout comme les pays arabes, qui se disent du côté des Palestiniens mais se moquent du sort des pauvres – à l'image du maréchal al-Sissi qui empêche les centaines de milliers de Gazaouis entassés à Rafah de pénétrer en Égypte.

Les Palestiniens et les Libanais écrasés sous les bombes ne peuvent compter que sur la solidarité des peuples révoltés par ces massacres et par leur propre condition sociale. Et sur celle que nous pouvons manifester ici, contre nos gouvernements complices. En refusant que ces guerres soient menées en notre nom, nous pouvons encourager tous ceux qui protestent au Moyen-Orient.

## **Qu'ils nous lâchent les baskets**

Depuis des mois, régulièrement, des chefs nous disent d'attendre un top départ, même quand nous avons tout fini. Ordre de la direction...

C'est nous qui faisons tourner la boîte dans des conditions souvent ubuesques et il faudrait faire comme à l'école, lever le doigt devant le surveillant général pour demander la permission ?

Le minimum c'est que la direction arrête avec ses lubies autoritaires.

## **Des embauches et moins de blabla**

Nous manquons de monde tous les jours, des collègues en intérim attendent un CDI à La Poste – parfois depuis des années ! –, et la direction continue de prétendre qu'elle n'a pas assez embauché parce qu'elle ne trouve personne...

Un baratin qui ne trompe personne.

## **C'est Noël avant l'heure ?**

Il paraît que nous devons faire la sécable pendant les deux semaines de Noël et nouvel an.

Un cadeau frelaté de ce genre, le mieux c'est de le renvoyer tous ensemble à la direction.

## **Rien d'exceptionnel à vouloir se reposer**

Les chefs viennent de nous annoncer que les trois repos exceptionnels (RE) peuvent être payés comme les RC. La direction a dû faire ses comptes d'apothicaire et calculer que ça lui reviendrait moins cher que d'embaucher des remplaçants.

Elle compte aussi sur le fait que nos salaires minuscules nous obligeront à nous les faire payer ?

Mais nous devrions avoir les deux : les jours pour se reposer et la paye augmentée.

## **Taper sur les fonctionnaires, pour mieux s'en prendre à tous**

Le gouvernement veut récupérer quelques centaines de millions d'euros sur les salaires des fonctionnaires. Son astuce : augmenter à trois le nombre de jours d'arrêt maladie non payés (jours de carence) et réduire à 90 % la rémunération sur la durée restante de l'arrêt. Au nom bien sûr de l'égalité avec les salariés du privé.

Les représentants patronaux, eux, commencent déjà à réclamer cette soi-disant égalité pour leurs propres salariés. Car, en réalité, pour 70 % des salariés du privé, les conventions collectives prévoient que l'employeur prenne en charge les jours de carence.

Après avoir égalisé d'un côté, il faudra égaliser de l'autre. Et au final, les travailleurs seront tous tondus, public comme privé, si on se laisse faire.

## **Le RN allié de Macron et des riches**

Dans les discussions à l'Assemblée sur le budget 2025, les députés RN ont voté par deux fois au service des plus riches.

Ils ont commencé par rejeter, en alliance avec les macronistes, la restauration de l'impôt sur la fortune (ISF). Un impôt, bien maigre, qui touche les millionnaires. Puis, ils ont voté contre la hausse du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital, que le gouvernement Barnier voulait porter de 30 % à 33 %. Cet impôt est plus avantageux pour les très riches, car il n'est pas soumis à un barème progressif comme l'impôt sur les autres revenus.

Le RN prétend défendre les « petits actionnaires ». Ceux-ci ont bon dos. Le RN bichonne les riches et propose ensuite des coupes dans les services publics, qui pénalisent les travailleurs et les plus pauvres.

## **Gaz à effet de serre : ça ne s'arrange pas !**

Le Programme des Nations unies pour l'environnement le dit : les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 1,3 % en 2023. Ces gaz sont en grande partie responsables du réchauffement climatique, qui entraîne nombre de désastres sur la planète (incendies monstres, inondations, tornades, etc.). Alors, de COP en COP, les États prennent des engagements qu'ils ne tiennent généralement pas. Et continuent de mener la planète dans le mur. C'est la logique implacable du capitalisme.

## **Italie : des ouvriers du textile immigrés remportent une première victoire**

Dans la région de Florence, qui compte 8 000 entreprises du textile employant plus de 40 000 travailleurs, plusieurs dizaines de sans-papiers de huit entreprises viennent de faire grève pendant une quinzaine de jours. Ils revendiquaient leur régularisation et le respect de la législation du travail. Celle-ci prévoit une durée maximum de 40 heures sur six jours. Or ces travailleurs devaient travailler 12 heures par jour et sept jours sur sept, sous peine d'être immédiatement renvoyés. À cela s'ajoutait la menace d'expulsion, renforcée par la démagogie xénophobe du gouvernement Meloni.

Pourtant, les patrons ont dû céder. Ces travailleurs seront régularisés et bénéficieront des mêmes droits que les autres. Ils ont montré que la lutte est possible, même dans des conditions difficiles.